

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 4 AVRIL 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 22/209</b>  <b>AVENANT N°7 A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRACIEUX D'UNE CONSTRUCTION ACCORDEE A LA COMMUNE DE LA VALETTE-DU-VAR - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

**ABSENTS :**

M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/209**

**BUREAU DU 4 AVRIL 2022**

**OBJET : AVENANT N°7 A LA CONVENTION DE MISE A  
DISPOSITION A TITRE GRACIEUX D'UNE  
CONSTRUCTION ACCORDEE A LA COMMUNE DE LA  
VALETTE-DU-VAR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au  
Président et au Bureau,

**VU** la convention de mise à disposition à titre gracieux consentie à la commune de La Valette-du-Var en date du 05 janvier 2006 en vue d'occuper une construction sur un terrain de 501 m<sup>2</sup>, sise sur la parcelle cadastrée section AX n° 256, avenue Paul Valéry à La Valette-du-Var,

**VU** la demande de la commune de La Valette-du-Var en date du 14 juin 2021,

**VU** le projet d'avenant n° 7 à la convention initiale, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la commune de La Valette-du-Var est autorisée à occuper une construction sur un terrain de 501m<sup>2</sup>, sise sur la parcelle cadastrée section AX n° 256, avenue Paul Valéry à La Valette-du-Var,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a accepté, suite à la convention initiale signée le 5 janvier 2006 et ses avenants n° 1, n° 2, n° 3, n° 4, n° 5 et n° 6, de proroger cette mise à disposition pour une durée indéterminée à compter de l'année 2013,

**CONSIDERANT** que la commune de La Valette-du-Var souhaite accueillir au sein de ce local l'association des Restos du Cœur puis une structure à destination des adolescents,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de conclure en ce sens un nouvel avenant à la convention de mise à disposition avec la Mairie de La Valette-du-Var, permettant à la commune d'autoriser l'occupation de cet espace à titre gracieux au profit d'associations,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer avec la commune de La Valette-du-Var l'avenant n° 7 à la convention de mise à disposition lui permettant d'autoriser l'occupation de cet espace à titre gracieux au profit d'associations.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 4 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**AVENANT N° 7 A LA  
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU 05 JANVIER 2006  
ACCORDEE A LA COMMUNE DE  
LA VALETTE-DU-VAR**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « Le Propriétaire »,

D'une part

ET

La Commune de La Valette du Var, domiciliée à l'Hôtel de Ville, Place Général de Gaulle, 83160 La Valette du Var, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Thierry ALBERTINI, agissant en vertu de

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

En vertu de la décision n° DP 05/88, Toulon Provence Méditerranée a signé, en date du 5 janvier 2006, une convention de mise à disposition à titre gratuit pour une période d'un an (jusqu'au 31 décembre de l'année suivante) concernant une parcelle cadastrée AX N° 256 de terrain supportant une construction à usage de crèche d'une contenance totale de 501 m<sup>2</sup> située avenue Paul Valéry, quartier de la Coupiane à la Valette du Var, au profit de la Commune de la Valette-du-Var.

Par avenants n° 1, n° 2, n° 3, n° 4, n° 5 et n° 6, cette convention a été prorogée pour une durée indéterminée à compter de l'année 2013.

En date du 17 janvier 2020, la Commune de La Valette-du-Var a informé la Métropole de l'accueil provisoire et en urgence de l'association « Les Restos du Cœur », afin que soit maintenue la distribution de l'aide alimentaire auprès de ses administrés dans un contexte sanitaire sans précédent, en lieu et place de la Crèche Dolto.

Cette occupation est transitoire, la Commune projetant d'installer à court terme une structure à destination des adolescents dans les locaux.

La convention initiale étant destinée à accueillir une crèche, il convient de permettre à la Commune de La Valette-du-Var d'autoriser l'occupation de cet espace, à titre gracieux, au profit d'associations.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

#### **Article 1 – Objet de l'avenant :**

L'article 2 de la convention du 5 janvier 2006 intitulé « Jouissance et Destination » est remplacé comme suit :

La Commune de La Valette-du-Var occupera ledit immeuble paisiblement pour tout ce qui concerne la bonne marche de ses activités.

La Commune de La Valette-du-Var sera tenue pour responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en matière de manquement aux règles de sécurité

Elle pourra autoriser des associations à occuper les lieux, à titre gracieux, dans les mêmes conditions que la présente convention.

Si tel était le cas, une copie de la convention d'occupation sera communiquée au Propriétaire.

Le sous-occupant sera tenu de respecter l'ensemble des obligations résultant de la présente convention.

#### **Article 2 – Autres dispositions :**

Les autres dispositions de la convention de mise à disposition délivrée par décision n° DP 05/88 demeurent inchangées.

Fait à Toulon en deux exemplaires, le

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée,

Le Président  
Hubert FALCO

Pour la Commune  
de La Valette-du-Var

Le Maire,  
Thierry ALBERTINI